

Requête en limitation ou en révocation d'un brevet européen (art. 105 bis et règle 92 CBE)

I. Informations concernant le brevet (règle 92(2)b) CBE)

Numéro du brevet

Numéro de la demande

Etats contractants dans lesquels
le brevet a pris effet

Etats autorisant l'extension/la validation
dans lesquels le brevet a pris effet

II. Requête

☐

La présente requête a pour objet la révocation du brevet européen susmentionné

☐

La présente requête a pour objet la limitation du brevet européen susmentionné

Référence du titulaire du brevet ou du mandataire

III. Titulaire du brevet qui présente la requête (requérant) (règles 92(2)a) et 41(2)c) CBE)

☐

Autre(s) requérant(s) sur feuille supplémentaire

Nom

Adresse

Adresse pour la correspondance

Nationalité

Etat du domicile ou du siège

Téléphone

Titulaire du brevet pour les Etats contractants
(seulement pour les brevets encore existants)

Titulaire du brevet pour les Etats autorisant
l'extension/la validation (seulement pour les brevets
encore existants)

En signant à la rubrique XII ci-dessous, je **déclare** que

☒

il n'existe pas d'autre(s) titulaire(s) du brevet que celui (ceux) mentionné(s) aux rubriques III et IV

☐

le titulaire du brevet européen susmentionné, dont le nom est inscrit au Registre européen des brevets,
est toujours le titulaire dudit brevet.

☐

le titulaire du brevet dont le nom est inscrit au Registre européen des brevets a changé de patronyme. Les pièces justifi-
catives sont jointes au présent formulaire. Cette personne est toujours le titulaire du brevet européen susmentionné.

☐

le (les) requérant(s) est (sont) devenu(s) titulaire(s) du brevet européen susmentionné à la suite d'un transfert
de droits. Les pièces justificatives sont jointes au présent formulaire :

- extraits récents des registres nationaux concernés et/ou
- autres preuves

**IV. Titulaire(s) du brevet pour les Etats contractants dans lesquels le(s) requérant(s) n'est/n'était pas
(ne sont/n'étaient pas) le(s) titulaire(s) du brevet (règle 92(2)c) CBE)**

Nom

Adresse

Titulaire du brevet pour les Etats contractants

☐

Autre(s) titulaire(s) du brevet sur feuille
supplémentaire

☐

La preuve que le(s) requérant(s) est (sont) autorisé(s) à agir au nom du (des) titulaire(s) du brevet mentionné(s)
ci-dessus est jointe au présent formulaire.

**V. Titulaire(s) du brevet pour les Etats autorisant l'extension/la validation dans lequel le(s) requérant(s)
n'est/n'était pas (ne sont/n'étaient pas) le(s) titulaire(s) du brevet**

Nom

Adresse

Titulaire du brevet pour les Etats autorisant
l'extension/la validation

☐

Autre(s) titulaire(s) du brevet sur feuille
supplémentaire

☐

La preuve que le(s) requérant(s) est (sont) autorisé(s) à agir au nom du (des) titulaire(s) du brevet mentionné(s)
ci-dessus est jointe au présent formulaire.

VI. Mandataire (règle 92(2)e) CBE)

Nom

Adresse professionnelle

Téléphone

☐

Autre(s) mandataire(s) sur feuille supplémentaire

VII. Pouvoir

Pouvoir joint ou enregistré sous le n° :

☐

Le soussigné est mandataire agréé.

☐

Le soussigné est un avocat qui est habilité à exercer en qualité de mandataire agréé conformément à l'article 134(8) CBE.

☐

L'employé (les employés) soussigné(s) du titulaire du brevet dispose(nt) d'un pouvoir pour la présente procédure de révocation ou de limitation, conformément à l'article 133(3) CBE.

VIII. Documents relatifs à la limitation (règle 92(2)d) CBE)

☒

Ci-joint le texte complet des revendications modifiées

☐

Ci-joint la description telle que modifiée, pages (le cas échéant)

☐

Ci-joint les dessins tels que modifiés, feuilles (le cas échéant)

IX. Droits antérieurs nationaux lorsque des jeux de revendications différents sont déposés (art. 105ter(3) et règle 138 CBE)

Le requérant informe par la présente l'OEB que des droits antérieurs nationaux existent pour les Etats contractants suivants :

X. Paiement de la taxe de limitation ou de révocation

En ce qui concerne le paiement des taxes, en particulier via un compte courant, il est fait référence à la réglementation applicable aux comptes courants (RCC), à la réglementation relative à la procédure de prélèvement automatique (RPA, annexe A.1 à la RCC), ainsi qu'à l'avis de l'OEB concernant la procédure de prélèvement automatique (annexe A.2 à la RCC), tels que figurant dans la Publication supplémentaire du Journal officiel.

XI. Signature(s) du (des) requérant(s) ou du mandataire

Signature(s)*

** Le ou les noms des signataires doivent être dactylographiés.
S'il s'agit d'une personne morale, la position occupée au sein de celle-ci par le ou les signataires doit également être indiquée.*

--

Lieu

--

Date

--